Charles de Gaulle
Mémoires

INTRODUCTION
PAR JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC

ÉDITION PRÉSENTÉE, ÉTABLIE ET ANNOTÉE
PAR MARIUS-FRANÇOIS GUYARD

CHRONOLOGIE ET RELEVÉ DE VARIANTES
PAR JEAN-LUC BARRÉ

BIBLIOTHÈQUE DE LA PLÉIADE

nrf

CHARLES DE GAULLE

Mémoires

INTRODUCTION
PAR JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC

ÉDITION PRÉSENTÉE, ÉTABLIE ET ANNOTÉE
PAR MARIUS-FRANÇOIS GUYARD

CHRONOLOGIE ET RELEVÉ DE VARIANTES
PAR JEAN-LUC BARRÉ

nrf

GALLIMARD

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

© Librairie Plon, 1954, 1956, 1959, 1970, 1971, pour les textes de Charles de Gaulle.

© Éditions Gallimard, 2000, pour l'ensemble de l'appareil critique.

MÉMOIRES DE GUERRE

L'APPEL

1940-1942

© *Librairie Plon, 1954.*

LA PENTE

Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France[1]. Le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison. Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle. J'ai, d'instinct, l'impression que la Providence l'a créée pour des succès achevés ou des malheurs exemplaires. S'il advient que la médiocrité marque, pourtant, ses faits et gestes, j'en éprouve la sensation d'une absurde anomalie, imputable aux fautes des Français, non au génie de la patrie. Mais aussi, le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang ; que, seules, de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même ; que notre pays, tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref[a], à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur.

Cette foi a grandi en même temps que moi dans le milieu où je suis né. Mon père, homme de pensée, de culture, de tradition, était imprégné du sentiment de la dignité de la France. Il m'en a découvert l'Histoire. Ma mère portait à la patrie une passion intransigeante à l'égal de sa piété religieuse. Mes trois frères, ma sœur, moi-même, avions pour seconde nature une certaine fierté anxieuse au sujet de notre pays. Petit Lillois de Paris[2], rien ne me frappait davantage que les symboles de nos gloires : nuit descendant sur Notre-

Dame, majesté du soir à Versailles, Arc de Triomphe dans le soleil, drapeaux conquis frissonnant à la voûte des Invalides. Rien ne me faisait plus d'effet que la manifestation de nos réussites nationales : enthousiasme du peuple au passage du tsar de Russie, revue de Longchamp, merveilles de l'Exposition[3], premiers vols de nos aviateurs. Rien ne m'attristait plus profondément que nos faiblesses et nos erreurs révélées à mon enfance par les visages et les propos : abandon de Fachoda, affaire Dreyfus, conflits sociaux, discordes religieuses[4]. Rien ne m'émouvait autant que le récit de nos malheurs passés : rappel par mon père de la vaine sortie du Bourget et de Stains, où il avait été blessé ; évocation par ma mère de son désespoir de petite fille à la vue de ses parents en larmes : « Bazaine a capitulé[5] ! »

Adolescent, ce qu'il advenait de la France, que ce fût le sujet de l'Histoire ou l'enjeu de la vie publique, m'intéressait par-dessus tout. J'éprouvais donc de l'attrait, mais aussi de la sévérité, à l'égard de la pièce qui se jouait, sans relâche, sur le forum ; entraîné que j'étais par l'intelligence, l'ardeur, l'éloquence qu'y prodiguaient maints acteurs et navré de voir tant de dons gaspillés dans la confusion politique et les divisions nationales. D'autant plus qu'au début du siècle apparaissaient les prodromes de la guerre. Je dois dire que ma prime jeunesse imaginait sans horreur et magnifiait à l'avance cette aventure inconnue. En somme, je ne doutais pas que la France dût traverser des épreuves gigantesques, que l'intérêt de la vie consistait à lui rendre, un jour, quelque service signalé et que j'en aurais l'occasion[6].

Quand j'entrai dans l'armée[b], elle était une des plus grandes choses du monde. Sous les critiques et les outrages qui lui étaient prodigués, elle sentait venir avec sérénité et, même, une sourde espérance, les jours où tout dépendrait d'elle. Après Saint-Cyr, je fis, au 33e régiment d'infanterie, à Arras, mon apprentissage d'officier. Mon premier colonel : Pétain, me démontra ce que valent le don et l'art de commander. Puis, tandis que l'ouragan m'emportait comme un fétu à travers les drames de la guerre : baptême du feu, calvaire des tranchées, assauts, bombardements, blessures, captivité[7], je pouvais voir la France, qu'une natalité déficiente, de creuses idéologies et la négligence des pouvoirs avaient privée d'une partie des moyens nécessaires à sa défense, tirer d'elle-même un incroyable effort, suppléer par des sacrifices sans mesure à tout ce qui lui manquait et terminer l'épreuve

dans la victoire. Je pouvais la voir, aux jours les plus critiques, se rassembler moralement, au début sous l'égide de Joffre, à la fin sous l'impulsion du « Tigre[8] ». Je pouvais la voir, ensuite, épuisée de pertes et de ruines, bouleversée dans sa structure sociale et son équilibre moral, reprendre d'un pas vacillant sa marche vers son destin, alors que le régime, reparaissant tel qu'il était naguère et reniant Clemenceau, rejetait la grandeur et retournait à la confusion.

Pendant les années suivantes, ma carrière parcourut des étapes variées : mission et campagne en Pologne, professorat d'histoire à Saint-Cyr, École de guerre, cabinet du Maréchal[9], commandement du 19e bataillon de chasseurs à Trèves, service d'état-major sur le Rhin et au Levant. Partout, je constatais le renouveau de prestige que ses succès récents valaient à la France et, en même temps, les doutes qu'éveillaient, quant à l'avenir, les inconséquences de ses dirigeants. Au demeurant, je trouvais, dans le métier militaire, l'intérêt puissant qu'il comporte pour l'esprit et pour le cœur. Dans l'armée, tournant à vide, je voyais l'instrument des grandes actions prochaines.

Il était clair, en effet, que le dénouement de la guerre n'avait pas assuré la paix. L'Allemagne revenait à ses ambitions[c], à mesure qu'elle recouvrait ses forces. Tandis que la Russie s'isolait dans sa révolution ; que l'Amérique se tenait éloignée de l'Europe ; que l'Angleterre ménageait Berlin pour que Paris eût besoin d'elle ; que les États nouveaux[10] restaient faibles et désaccordés, c'est à la France seule qu'il incombait de contenir le Reich. Elle s'y efforçait, en effet, mais d'une manière discontinue. C'est ainsi que notre politique avait, d'abord, usé de la contrainte sous la conduite de Poincaré[11], puis tenté la réconciliation à l'instigation de Briand, cherché, enfin, un refuge dans la Société des Nations. Mais[d] l'Allemagne se gonflait de menaces. Hitler approchait du pouvoir.

À cette époque[12], je fus affecté au secrétariat général de la Défense nationale, organisme permanent dont le président du Conseil disposait pour la préparation à la guerre de l'État et de la nation. De 1932 à 1937, sous quatorze ministères, je me trouvai mêlé, sur le plan des études, à toute l'activité politique, technique et administrative, pour ce qui concernait la défense du pays. J'eus, notamment, à connaître des plans de sécurité et de limitation des armements qu'André Tardieu et Paul-Boncour présentèrent respectivement à

Genève ; à fournir au cabinet Doumergue[13] des éléments pour ses décisions, quand il choisit de prendre une autre voie après l'avènement du Führer ; à tisser la toile de Pénélope du projet de loi d'organisation de la nation pour le temps de guerre[14] ; à m'occuper des mesures que comportait la mobilisation des administrations civiles, des industries, des services publics. Les travaux que j'avais à faire, les délibérations auxquelles j'assistais, les contacts que je devais prendre[a], me montraient l'étendue de nos ressources, mais aussi l'infirmité de l'État.

Car c'est l'inconsistance du pouvoir qui s'étalait en ce domaine. Non, certes, que les hommes qui y figuraient manquassent d'intelligence ou de patriotisme. Au contraire, je voyais passer à la tête des ministères d'indiscutables valeurs et, parfois, de grands talents. Mais le jeu du régime les consumait et les paralysait. Témoin réservé, mais passionné, des affaires publiques, j'assistais à la répétition continuelle du même scénario. À peine en fonction, le président du Conseil était aux prises avec d'innombrables exigences, critiques et surenchères, que toute son activité s'employait à dérouter sans pouvoir les maîtriser. Le Parlement, loin de le soutenir, ne lui offrait qu'embûches et défections. Ses ministres étaient ses rivaux. L'opinion, la presse, les intérêts, le tenaient pour une cible désignée à tous les griefs. Chacun, d'ailleurs, — lui-même tout le premier, — savait qu'il n'était là que pour une courte durée. De fait, après quelques mois, il lui fallait céder la place. En matière de défense nationale, de telles conditions interdisaient aux responsables cet ensemble de desseins continus, de décisions mûries, de mesures menées à leur terme, qu'on appelle une politique[b].

C'est pourquoi le corps militaire, auquel l'État ne donnait d'impulsions que saccadées et contradictoires, s'enfermait dans son conformisme. L'armée se figeait[c] dans les conceptions qui avaient été en vigueur avant la fin de la dernière guerre. Elle y était d'autant plus portée que ses chefs[15] vieillissaient à leur poste, attachés à des errements qui avaient, jadis, fait leur gloire.

Aussi, l'idée du front fixe et continu dominait-elle la stratégie prévue pour une action future. L'organisation, la doctrine, l'instruction, l'armement, en[b] procédaient directement. Il était entendu qu'en cas de guerre la France mobiliserait la masse de ses réserves et constituerait un nombre aussi grand que possible de divisions, faites, non pas pour

manœuvrer, attaquer, exploiter, mais pour tenir des secteurs. Elles seraient mises en position le long de la frontière française et de la frontière belge, — la Belgique nous étant, alors, explicitement alliée, — et y attendraient l'offensive de l'ennemi.

Quant aux moyens : tanks, avions, canons mobiles et pivotants, dont les dernières batailles de la Grande Guerre avaient montré qu'ils permettaient, déjà, la surprise et la rupture et dont la puissance n'avait cessé de grandir depuis lors, on n'entendait s'en servir que pour renforcer la ligne et, au besoin, la rétablir par des contre-attaques locales. Les types d'engins étaient fixés en conséquence : chars lents, armés de pièces légères et courtes, destinés à l'accompagnement de l'infanterie et non point aux actions rapides et autonomes ; avions de chasse conçus pour la défense du ciel, auprès desquels l'armée de l'air comptait peu de bombardiers et aucun appareil d'assaut ; pièces d'artillerie faites pour tirer à partir d'une position fixe avec un étroit champ d'action horizontal, mais non pas pour pousser à travers tous les terrains et faire feu dans tous les azimuts. Au surplus, le front était, à l'avance, tracé par les ouvrages de la ligne Maginot que prolongeaient les fortifications belges. Ainsi, serait tenue par la nation en armes une barrière à l'abri de laquelle elle attendrait, pensait-on, que le blocus eût usé l'ennemi et que la pression du monde libre l'acculât à l'effondrement.

Une telle conception de la guerre convenait à l'esprit du régime. Celui-ci, que la faiblesse du pouvoir et les discordes politiques condamnaient à la stagnation, ne pouvait manquer d'épouser un système à ce point statique. Mais aussi, cette rassurante panacée répondait trop bien à l'état d'esprit du pays pour que tout ce qui voulait être élu, applaudi ou publié n'inclinât pas à la déclarer bonne. L'opinion, cédant à l'illusion qu'en faisant la guerre à la guerre[16] on empêcherait les belliqueux de la faire, conservant le souvenir de beaucoup de ruineuses attaques, discernant mal la révolution apportée, depuis, à la force par le moteur, ne se souciait pas d'offensive. En somme, tout concourait à faire de la passivité le principe même de notre défense nationale.

Pour moi une telle orientation était aussi dangereuse que possible. J'estimais qu'au point de vue stratégique elle remettait à l'ennemi l'initiative en toute propriété. Au point de vue politique, je croyais qu'en affichant l'intention de maintenir nos armées à la frontière, on poussait l'Allemagne

à agir contre les faibles, dès lors isolés : Sarre[17], pays rhénans, Autriche, Tchécoslovaquie, États baltes, Pologne, etc. ; qu'on détournait la Russie de se lier à nous ; qu'on assurait à l'Italie que, quoi qu'elle fît, nous n'imposerions pas un terme à sa malveillance. Au point de vue moral, enfin, il me paraissait déplorable[i] de donner à croire au pays qu'éventuellement la guerre devait consister, pour lui, à se battre le moins possible.

À vrai dire, la philosophie de l'action, l'inspiration et l'emploi des armées par l'État, les rapports du gouvernement et du commandement, m'occupaient depuis longtemps. À cet égard, j'avais déjà manifesté ma pensée par quelques publications : *La Discorde chez l'ennemi*, *Le Fil de l'épée*, un certain nombre d'articles de revue. J'avais fait en public, par exemple à la Sorbonne, des conférences[18] sur la conduite de la guerre. Mais[j], en janvier 1933, Hitler devenait le maître du Reich. Dès lors, les choses ne pouvaient que se précipiter. Faute que personne proposât rien qui répondît à la situation, je me sentis tenu d'en appeler à l'opinion et d'apporter mon propre projet. Mais, comme l'affaire risquait d'avoir des conséquences, il me fallait m'attendre à ce qu'un jour se posent sur moi les projecteurs de la vie publique. C'est avec peine que j'en pris mon parti après vingt-cinq ans passés sous les normes militaires.

Sous le titre : *Vers l'armée de métier*, je lançai mon plan et mes idées. Je proposais de créer d'urgence une armée de manœuvre et de choc, mécanique, cuirassée, formée d'un personnel d'élite, qui s'ajouterait aux grandes unités fournies par la mobilisation. En 1933, un article de la *Revue politique et parlementaire*[19] me servit d'entrée en matière. Au printemps de 1934, je fis paraître le livre qui exposait les raisons et la conception de l'instrument qu'il s'agissait de construire[20].

Pourquoi ? Traitant, d'abord, de la couverture de la France, je montrais que la géographie qui organise l'invasion de notre territoire par le nord et le nord-est, la nature du peuple allemand qui le porte aux grandes ambitions, le sollicite vers l'ouest et lui trace comme direction : Paris, à travers la Belgique, le caractère du peuple français qui l'expose à être surpris au début de chaque conflit, nous commandaient de tenir une fraction de nos forces toujours en éveil, prête à se déployer tout entière, à tout instant. « Nous ne pouvons, écrivais-je, nous en remettre, pour supporter le premier choc, à la défensive hâtive de formations mal assurées. Le

moment est venu d'ajouter à la masse de nos réserves et de nos recrues, élément principal de la résistance nationale, mais lente à réunir et lourde à mettre en œuvre, un instrument de manœuvre capable d'agir sans délai, c'est-à-dire permanent, cohérent, rompu aux armes[21]. »

Ensuite, j'invoquais la technique. Depuis que la machine dominait l'ordre guerrier, comme le reste, la qualité de ceux qui avaient à mettre en œuvre les machines de guerre devenait un élément essentiel du rendement de l'outillage. Combien était-ce vrai, surtout, pour les engins nouveaux : chars, avions, navires, que le moteur avait engendrés, qui allaient se perfectionnant à un rythme très rapide et qui ressuscitaient la manœuvre ! Je notais : « Il est de fait, dorénavant, que sur terre, sur mer et dans les airs, un personnel de choix, tirant le maximum d'un matériel extrêmement puissant et varié, possède sur des masses plus ou moins confuses une supériorité terrible[22]. » Je citais Paul Valéry : « On verra se développer les entreprises d'hommes choisis, agissant par équipes, produisant en quelques instants, à une heure, dans un lieu imprévus des événements écrasants. »

Abordant les conditions que la politique, à son tour, imposait à la stratégie, je constatais que celle-ci ne saurait se borner à la stricte défense du territoire puisque celle-là devait étendre son champ d'action au-delà des frontières. « Bon gré, mal gré, nous faisons partie d'un certain ordre établi dont tous les éléments se trouvent solidaires... Ce qu'il advient, par exemple, de l'Europe centrale et orientale, de la Belgique, de la Sarre, nous touche essentiellement... De combien de sang et de larmes payâmes-nous l'erreur du Second Empire qui laissa faire Sadowa sans porter l'armée sur le Rhin ?... Nous devons donc être prêts à agir au-dehors, à toute heure, en toute occasion. Comment, pratiquement, le faire, s'il faut, pour entreprendre quoi que ce soit, mobiliser nos réserves[23] ?... » Au surplus, dans la concurrence qui renaissait entre l'Allemagne et nous au point de vue de la puissance guerrière, nous ne pouvions manquer d'être distancés sur le terrain de la masse. Par contre, « étant donné nos dons d'initiative, d'adaptation, d'amour-propre, il ne tenait qu'à nous de l'emporter quant à la qualité[24] ». Je concluais ce « Pourquoi ? » comme suit : « Un instrument de manœuvre préventif et répressif, voilà de quoi nous devons nous pourvoir[25]. »

Comment ? Le moteur fournissait les éléments de la

réponse ; « le moteur qui s'offre à porter ce que l'on veut, où il le faut, à toutes les vitesses et distances ;... le moteur qui, s'il est cuirassé, possède une telle puissance de feu et de choc que le rythme du combat s'accorde avec celui des évolutions[26]. » Partant de là, je fixais le but à atteindre : « Six divisions de ligne et une division légère, motorisées tout entières, blindées en partie, constitueront l'armée propre à créer l'événement[27]. »

La composition qu'il convenait de donner à cette armée était nettement précisée. Chacune des divisions de ligne devait comporter : une brigade blindée à deux régiments, l'un de chars lourds, l'autre de chars moyens, et un bataillon de chars légers ; une brigade d'infanterie, comprenant deux régiments et un bataillon de chasseurs et portée en véhicules tous terrains ; une brigade d'artillerie, pourvue de pièces tous azimuts, formée de deux régiments servant respectivement des canons courts et des canons longs et complétée par un groupe de défense contre avions. Pour seconder ces trois brigades, la division aurait encore : un régiment de reconnaissance ; un bataillon du génie ; un bataillon de transmissions ; un bataillon de camouflage ; des services. La division légère, destinée à l'exploration et à la sûreté éloignée, serait dotée d'engins plus rapides. En outre, l'armée elle-même disposerait de réserves générales : chars et canons très lourds, génie, transmissions, camouflage. Enfin, une forte aviation d'observation, de chasse et d'assaut serait organiquement attachée à ce grand corps : un groupe pour chaque division, un régiment pour le tout, sans préjudice des actions d'ensemble que mènerait l'armée mécanique de l'air en conjugaison avec celles de l'armée mécanique au sol.

Mais, pour que l'armée de choc fût à même de tirer le meilleur rendement possible du matériel complexe et coûteux dont elle serait équipée, pour qu'elle puisse agir soudain, sur n'importe quel théâtre, sans attendre des compléments, ni procéder à des apprentissages, il faudrait la composer d'un personnel professionnel. Effectif total : cent mille hommes. La troupe serait donc formée d'engagés. Servant six ans dans le corps d'élite, ils se trouveraient, pendant ce temps, façonnés par la technique, l'émulation, l'esprit de corps. Ils fourniraient, ensuite, des cadres aux contingents et aux réserves.

Alors, était décrit l'emploi de ce bélier stratégique pour la rupture d'une résistance bien établie. Mise en place effectuée

à l'improviste, en une seule nuit, ce que rendraient possible la motorisation de tous les éléments, leur capacité d'évoluer dans tous les terrains, l'utilisation du camouflage actif et passif. Attaque déclenchant trois mille chars, disposés en plusieurs échelons sur un front moyen de cinquante kilomètres, suivis et appuyés de près par l'artillerie décentralisée, rejoints sur les objectifs successifs par les fantassins portés avec leurs moyens de feu et d'organisation du sol, le tout étant articulé en deux ou trois corps d'armée, éclairé et soutenu par l'aviation propre aux divisions et à l'armée. Progression de tout le système atteignant normalement une cinquantaine de kilomètres au cours d'une journée de bataille. Après quoi et si l'adversaire persistait à opposer une résistance continue, regroupement général, soit pour élargir latéralement la brèche, soit pour reprendre l'effort vers l'avant, soit pour tenir le terrain conquis.

Mais, une fois la muraille percée, de plus vastes perspectives pourraient, soudain, se découvrir. L'armée mécanique déploierait, alors, l'éventail de l'exploitation. J'écrivais, à ce sujet : « Souvent, le succès remporté, on se hâtera d'en cueillir les fruits et de pousser dans la zone des trophées. On verra l'exploitation devenir une réalité, quand elle n'était plus qu'un rêve… Alors, s'ouvrira le chemin des grandes victoires, de celles qui, par leurs effets profonds et rapidement étendus, provoquent chez l'ennemi un ébranlement général, comme la rupture d'un pilier fait, quelquefois, crouler la cathédrale… On verra des troupes rapides courir au loin derrière l'ennemi, frapper ses points sensibles, bouleverser son dispositif… Ainsi, sera restaurée cette extension stratégique des résultats d'ordre tactique qui constituait, jadis, la fin suprême et comme la noblesse de l'art[28]… » Mais le peuple et l'État adverses, à un certain point de détresse et dans l'anéantissement de l'appareil de leur défense, pourraient, eux-mêmes, s'effondrer.

D'autant plus et d'autant plus vite que « cette aptitude à la surprise et à la rupture se conjuguait parfaitement bien avec les propriétés, désormais essentielles, des aviations de combat[29] ». J'évoquais l'armée de l'air préparant et prolongeant par ses bombardements les opérations menées au sol par l'armée mécanique et, réciproquement, celle-ci conférant, par l'irruption dans les zones ravagées, une utilité stratégique immédiate aux actions destructives des escadres aériennes.

Une si profonde évolution de l'art exigeait celle du commandement. Ayant mis en relief le fait que, désormais, la radiophonie donnait le moyen de relier entre eux les éléments de l'armée future, je terminais l'ouvrage en montrant quels procédés le commandement devait employer pour mener l'instrument nouveau. Pour les chefs, il ne s'agirait plus de diriger, par ordres anonymes, à partir de postes enterrés, une lointaine matière humaine. Au contraire, la présence, le coup d'œil, l'exemple, redeviendraient essentiels au milieu du drame mouvant, rempli d'aléas imprévus et d'occasions instantanées, que serait le combat des forces mécaniques. La personnalité du chef importerait beaucoup plus que les recettes codifiées. « Serait-ce pas tant mieux, demandais-je, si l'évolution devait ainsi favoriser l'élévation de ceux qui, dans les heures tragiques, où la rafale balaie les conventions et les habitudes, se trouvent seuls debout et, par là, nécessaires[30] ? »

Pour finir, j'en appelais à l'État. Pas plus qu'aucun autre corps, l'armée, en effet, ne se transformerait d'elle-même. Or, le corps spécialisé devant amener de profonds changements dans l'institution militaire, en même temps que dans la technique et la politique de la guerre, c'était aux pouvoirs publics qu'il incombait de le créer. Certes, il y faudrait, cette fois encore, un Louvois ou un Carnot. D'autre part, une pareille réforme ne pouvait être qu'une partie d'un tout, un élément dans l'effort de rénovation du pays[k]. « Mais, si cette refonte nationale devait commencer par l'armée, il n'y aurait là rien que de conforme à l'ordre naturel des choses. Alors, dans le dur travail qui doit rajeunir la France, son armée lui servira de recours et de ferment. Car l'épée est l'axe du monde et la grandeur ne se divise pas[31]. »

Pour dresser ce projet d'ensemble, j'avais, naturellement, mis à profit les courants d'idées déclenchés à travers le monde par l'apparition du moteur combattant. Le général Estienne, apôtre et premier inspecteur des chars, imaginait, dès 1917, d'en faire agir un bon nombre à grande distance en avant de ceux qui accompagnaient l'infanterie. C'est pour cela qu'à la fin de 1918, d'énormes engins de 60 tonnes commençaient à sortir des usines. Mais l'armistice avait arrêté la fabrication et confiné la théorie dans la formule de l'« action d'ensemble » complétant celle de l'« accompagnement ». Les Anglais, qui s'étaient montrés des précurseurs en engageant le Royal Tank Corps, à Cambrai en 1917, dans une action

massive et profonde, continuaient à nourrir la conception du combat autonome de détachements cuirassés, conception dont le général Fuller et M. Liddell Hart étaient les protagonistes. En France, en 1933, le Commandement, réunissant au camp de Suippes des éléments épars, mettait à l'essai un embryon de division légère pour la sûreté et la découverte[32].

D'autres voyaient plus large encore. Le général von Seeckt, dans son ouvrage : *Pensées d'un soldat*, paru en 1929, évoquait les possibilités qu'une armée de qualité, — sous-entendu la Reichswehr de cent mille hommes servant à long terme, — possédait par rapport à des masses sans cohésion, — dans son esprit, celles des Français. Le général italien Douhet, calculant les effets que les bombardements aériens pourraient produire sur les centres de l'industrie et de la vie, jugeait l'armée de l'air capable d'emporter, à elle seule, la décision[33]. Enfin, le « Plan maximum », soutenu à Genève par M. Paul-Boncour en 1932, proposait d'attribuer à la Société des Nations une force professionnelle, disposant de tous les chars et de tous les avions d'Europe et qui serait chargée de la sécurité collective. Mon plan visait à bâtir en un tout et pour le compte de la France ces vues fragmentaires mais convergentes.

L'ouvrage souleva, d'abord, de l'intérêt mais point d'émotion. Tant que *Vers l'armée de métier* parut n'être qu'un livre remuant des idées dont la hiérarchie userait à son gré, on voulut bien y voir une originale théorie. Il ne venait à l'esprit de personne que notre organisation militaire pût en être modifiée. Si j'avais eu l'impression que rien ne pressait, en effet, j'aurais pu m'en tenir à faire valoir ma thèse dans les milieux spécialisés, comptant que, l'évolution aidant, mes arguments feraient leur chemin. Mais Hitler, lui, n'attendait pas.

Dès octobre 1933, il rompait avec la Société des Nations et prenait, d'office, sa liberté d'action en matière d'armements. Les années 1934 et 1935 voyaient le Reich déployer un immense effort de fabrication et de recrutement. Le régime national-socialiste affichait sa volonté de briser le traité de Versailles en conquérant le « Lebensraum[34] ». Il fallait à cette politique un appareil militaire offensif. Certes, Hitler préparait la levée en masse. Peu après son avènement, il instaurait le service du travail et, ensuite, la conscription. Mais, en outre, il avait besoin d'un instrument d'intervention

pour trancher les nœuds gordiens, à Mayence, à Vienne, à Prague, à Varsovie, et pour que la lance germanique, pourvue d'une pointe aiguisée, fût en mesure de pénétrer d'un seul coup au cœur de la France.

Les renseignés, d'ailleurs, n'ignoraient pas que le Führer entendait imprimer sa marque à la nouvelle armée allemande ; qu'il écoutait volontiers les officiers naguère groupés autour du général von Seeckt, tels Keitel, Rundstedt, Guderian, partisans de la manœuvre, de la vitesse, de la qualité et, de ce fait, orientés vers les forces mécaniques ; qu'enfin, adoptant les théories de Goering, il voulait une aviation dont l'action pût être directement liée à la bataille terrestre. Je fus, bientôt, avisé que lui-même s'était fait lire mon livre, dont ses conseillers faisaient cas[35]. En novembre 1934, on apprit que le Reich créait les trois premières Panzerdivisions. Un ouvrage, publié à cette époque par le colonel Nehring, de l'état-major de la Wehrmacht, spécifiait qu'elles auraient une composition pour ainsi dire identique à celle que je proposais pour nos futures divisions cuirassées. En mars 1935, Goering annonçait que le Reich était en train de se donner une puissante armée de l'air et que celle-ci comprendrait, outre beaucoup de chasseurs, de nombreux bombardiers et une forte aviation d'assaut. D'ailleurs, bien que ces mesures fussent autant de violations flagrantes des traités, le monde libre se bornait à y opposer la protestation platonique de la Société des Nations.

Il m'était insupportable de voir l'ennemi du lendemain se doter des moyens de vaincre, tandis que la France en restait privée. Pourtant, dans l'incroyable apathie où était plongée la nation, aucune voix autorisée ne s'élevait pour réclamer qu'on fît le nécessaire. L'enjeu était tel qu'il ne me parut pas permis de me réserver, si minces que fussent mon importance et ma notoriété. La responsabilité de la défense nationale incombait aux pouvoirs publics. Je décidai de porter le débat devant eux.

Je fis, d'abord, alliance avec André Pironneau, rédacteur en chef de *L'Écho de Paris*, puis directeur de *L'Époque*. Il prit à tâche de faire connaître le projet d'armée mécanique et de tenir le pouvoir en haleine par l'aiguillon d'un grand organe de presse. Liant sa campagne à l'actualité, André Pironneau publia quarante articles de fond qui rendirent le sujet familier. Chaque fois que les événements tournaient l'attention du public vers la défense nationale, mon amical

Télégramme du général de Gaulle au général de Lattre (3 janvier [1945]) 1225
Déclaration faite par le général de Gaulle à l'Assemblée constituante (1er janvier 1946) 1225

NOTICES, NOTES ET VARIANTES

MÉMOIRES DE GUERRE

Notice 1229

Notes et variantes 1234

L'APPEL 1234

L'UNITÉ 1267

LE SALUT 1320

MÉMOIRES D'ESPOIR

Notice 1359

Notes et variantes 1364

LE RENOUVEAU 1364

L'EFFORT 1402

Appendices

Notes 1409

Cartes 1411

Bibliographie 1417

Index 1423

BIBLIOTHÈQUE DE LA PLÉIADE

Ce volume contient :

MÉMOIRES DE GUERRE

L'APPEL (1940-1942)

L'UNITÉ (1942-1944)

LE SALUT (1944-1946)

MÉMOIRES D'ESPOIR

LE RENOUVEAU (1958-1962)

L'EFFORT (1962-...)

Appendices

Introduction
« Un écrivain nommé Charles de Gaulle »
Chronologie
Note sur les variantes
Note sur la présente édition
Notices, notes et variantes
Cartes
Bibliographie
Index

Le général de Gaulle en 1944.
Archives privées.
Photo d. r.